

Déclaration conjointe du Président de la République et du Président de la République de Finlande Alexander Stubb

Emmanuel MACRON

Monsieur le Président,
Cher Alexander,
Mesdames les ambassadrices,
Mesdames et Messieurs,
Chers amis,
Mesdames et Messieurs les journalistes,

Je suis très heureux d'accueillir à Paris le Président de la République de Finlande qui est un ami de la France, et vous allez le voir dans un instant, un parfait francophone. De pouvoir le faire en commençant cette visite par les liens intenses qui existent entre nos deux pays, avec l'exposition qui vient de se clôturer, qui pendant trois mois et demi a accueilli beaucoup, pas simplement de Parisiennes, de Parisiens, mais de Français, d'Européens. L'exposition sur Pekka Halonen, que nous venons de visiter à l'instant et dont les liens, entre autres, avec notre peintre Gauguin et plusieurs autres, étaient au cœur de cette exposition, tout comme aussi la force de la nation finlandaise.

En effet, cher Président, cher Alexander, je suis très heureux de t'accueillir à Paris pour échanger sur beaucoup des sujets qui nous tiennent, et peut-être commencer, évidemment, par la situation en Ukraine. Vous vous rendrez juste après, en Ukraine, puisque nous sommes à la veille d'un jour terrible, le début de la cinquième année de guerre lancée par la Russie, et nous aurons l'occasion, à l'issue de notre moment bilatéral, d'avoir une visioconférence avec les dirigeants nordiques et baltiques dans le cadre du NB8. La situation en Ukraine demeure évidemment l'un des sujets essentiels pour nous, pour notre propre sécurité, et notre détermination à continuer de soutenir l'Ukraine est entière. D'abord avec la poursuite du soutien financier et militaire. Nous restons déterminés à mettre en œuvre le prêt de 90 milliards d'euros de l'Union européenne à l'Ukraine. 60 milliards d'euros seront dédiés à financer les livraisons de matériel militaire, et le renforcement de nos bases industrielles et de défense, avec la préférence aux industries ukrainiennes et européennes. Je veux dire ici que, pour ma part, j'ai bon espoir quand je dis que je suis déterminé, parce que je sais que les engagements politiques et la parole donnée au dernier Conseil européen seront tenus. Il ne peut en être autrement.

Ensuite, nous continuerons d'augmenter la pression sur la Russie. Nous devons avancer sur le 20^e paquet de sanctions de l'Union européenne, et les discussions se tiendront dans les prochains jours. Nous devons travailler à une interdiction totale des services maritimes pour les exportations de pétrole russe, intensifier nos efforts communs contre ce qu'on appelle la flotte fantôme russe, avec le plus haut niveau de coordination possible. Je veux vous remercier pour tout le travail qui est fait en la matière, et vous savez, notre détermination. Enfin, nous avancerons également, et nous allons finaliser, des garanties de sécurité robustes pour l'Ukraine, ce qui est l'un des enjeux de la réunion de la Coalition des volontaires que nous tiendrons ensemble demain, avec vous-même et tous les collègues qui sont présents.

Le deuxième sujet que nous allons aborder, c'est l'enjeu crucial de la sécurité de l'Arctique. J'ai redit lors de la venue de la première ministre danoise et du premier ministre groenlandais, le mois dernier, combien nous partageons la nécessité de renforcer notre posture de défense dans l'Arctique, face à la Russie dans le Grand Nord et à la présence économique de la Chine. La France se tient prête à contribuer à l'activité de vigilance renforcée *Arctic Sentry* de l'OTAN, et à prendre toutes ses responsabilités. C'est aussi un effort que nous devons mener au niveau européen, comme l'a fait la France en révisant l'année dernière sa stratégie polaire, et évidemment, comme la Finlande l'a aussi fait récemment, en actualisant sa stratégie arctique. L'Union européenne doit prendre sa part dans ces efforts en révisant sa stratégie arctique cette année et en mettant en œuvre le partenariat stratégique qui a été signé avec le Groenland sur les matières premières critiques.

Nous allons enfin échanger sur le renforcement des capacités de défense européennes, notamment pour bâtir un véritable pilier européen de l'OTAN. Je souhaite que le Conseil européen des 19 et 20 mars, soit l'occasion de faire l'état des lieux des travaux menés depuis un an pour renforcer nos capacités de défense à l'échelle européenne dans les 9 secteurs prioritaires que nous avons identifiés, avec des coalitions capacitaires sous l'égide de l'Agence européenne de défense. Nous devons décliner opérationnellement ces coalitions en utilisant les outils de financement dont nous disposons, les programmes SAFE ou EDIP, et dans le prochain budget pluriannuel de l'Union européenne, avec, là aussi, cette préférence européenne. À cet égard, nous voulons, je le disais, renforcer cette Europe de la défense. Nous devons poursuivre, y compris un continuum civilo-militaire en matière de sécurité et de défense. Je sais combien la Finlande y est engagée. Combien, aussi, votre prédécesseur a inspiré les travaux de la Commission, mais de la lutte contre les menaces hybrides ou la lutte contre la flotte fantôme russe que je viens d'évoquer, tout ça est absolument clé, et la Finlande y apporte une contribution essentielle.

De la même manière, nous aurons au mois de mars à évoquer ensemble et à travailler sur la compétitivité européenne, qui a évidemment une dimension de simplification, d'approfondissement du marché commun, mais également d'investissement, d'innovation et de protection de nos filières critiques, car il ne peut pas y avoir d'indépendance militaire et de sécurité s'il n'y a pas une indépendance économique et technologique renforcée.

Enfin, nous poursuivrons les discussions bilatérales. C'est dans cet esprit de confiance que nous avons décidé de lancer les discussions pour signer un partenariat stratégique entre nos deux pays, pour structurer davantage notre relation qui se développe rapidement dans plusieurs domaines essentiels pour notre souveraineté : la défense et la sécurité, l'énergie et le nucléaire, les technologies comme l'intelligence artificielle et le quantique, les minéraux et les métaux critiques, les enjeux globaux et évidemment la défense du multilatéralisme. Et je veux saluer aussi l'engagement de votre pays dans ce cadre.

Voilà, Mesdames et Messieurs, ce que je souhaitais ici rappeler en me permettant de redire tout le bonheur de recevoir évidemment un pays ami, mais aussi un Président ami, Monsieur le Président, cher Alexander.